

**IMPLICATIONS URBAINES DES MUTATIONS
DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES
DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS**

MARC TERMOTE

INRS – URBANISATION, CULTURE ET SOCIÉTÉ ;
CENTRE INTERUNIVERSITAIRE D'ETUDES DÉMOGRAPHIQUES -
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

L'objectif premier de cette communication est de tenter de dégager quel impact les tendances lourdes, les « faits porteurs d'avenir » en matière démographique et économique, pourraient avoir sur la croissance et la structure urbaines dans les pays développés, essentiellement d'Europe et d'Amérique du Nord. La dynamique démographique et économique de ces pays est en effet fort différente de celle des pays dits « sous-développés », les premiers étant caractérisés par une sous-fécondité quasiment généralisée, un vieillissement rapide à des niveaux déjà élevés, une contribution importante et croissante de l'immigration internationale, la désindustrialisation et le rôle crucial de l'économie du savoir, du secteur dit « quaternaire », des nouvelles technologies de communication, etc.¹. En outre, nous ne considérerons les

¹ En ce qui concerne les implications urbaines des mutations démographiques des pays en développement, l'ouvrage récent de COHEN (2003) est incontournable.

relations entre le démo-économique et l'urbain que dans une seule direction, soit l'impact (« toutes autres choses restant égales par ailleurs ») du premier sur le second, alors qu'il serait certes pertinent d'examiner les implications des différents contextes urbains sur les comportements démographiques et économiques. D'une manière générale, nous n'aurons pas la prétention de dégager (en quelques pages...) la question particulièrement complexe des interrelations et du sens des causalités entre processus démographiques, processus économiques et processus spatiaux.

On remarquera que le terme « transition » n'est pas utilisé ici. Il s'agit là en effet d'un terme qui a une signification précise pour un démographe (pour lequel la transition démographique désigne le passage d'un comportement de fécondité et de mortalité élevées à un comportement de fécondité et de mortalité faibles), signification qui n'est guère pertinente en ce qui concerne notre propos, puisqu'une des caractéristiques des pays développés est précisément d'avoir achevé leur transition démographique².

Encore faut-il s'entendre sur ce que sont ces phénomènes « porteurs d'avenir », dont il s'agit de dégager les implications urbaines. Nous en avons retenu cinq au total, soit deux dans le domaine démographique, à savoir le vieillissement accéléré de la population, dû essentiellement à la sous-fécondité manifestée par celle-ci depuis plusieurs décennies, et l'immigration internationale ; et trois dans le domaine économique, soit la mondialisation, la désindustrialisation et le rôle croissant des nouvelles technologies de communication. Ces cinq phénomènes nous semblent incontournables. Ils sont aussi, du moins partiellement, interreliés. Représentent-ils l'expression d'une nouvelle transition démographique, ou d'une nouvelle transition économique, cela reste à débattre. Nous serions, quant à nous, très réticent à qualifier de « nouvelle » transition les transformations démographiques et économiques actuellement en cours. Les démographes ne sont pas unanimes, loin de là, à considérer que la sous-fécondité des dernières décennies se maintiendra dans l'avenir, ni à prédire la poursuite de l'augmentation des flux migratoires internationaux. Les mouvements démographiques sont des processus de longue période : il a fallu deux siècles pour comprendre que la baisse de la mortalité, suivie de la baisse de la fécondité, représentait véritablement un changement fondamental du régime démographique.

De même, dans le domaine économique, on peut se demander en quoi la mondialisation (définie comme l'intensification et l'expansion spatiale des échanges de facteurs de production et des biens et services), et les nouvelles technologies de communication, constituent des phénomènes nouveaux. Toute l'histoire de l'humanité est caractérisée par une tendance lourde à la

² On remarquera d'ailleurs que cette transition démographique ne porte que sur les processus d'accroissement « naturel », puisqu'elle ne considère que la fécondité et la mortalité. En excluant la migration, elle réduit le monde à un point, et donc ne peut prendre en compte la dimension urbaine.

« globalisation » croissante des échanges de biens et des mouvements de personnes et de capitaux, avec cependant une alternance de périodes de libéralisation (expansion des échanges) et de protectionnisme, et elle a toujours connu l'apparition de nouvelles technologies. Sans doute, la désindustrialisation représente-t-elle un phénomène nouveau, mais elle ne représente que l'autre face du processus de tertiarisation³, tout comme l'industrialisation était le pendant de la baisse du poids du secteur agricole.

Quelle que soit l'interprétation que l'on peut donner aux mutations fondamentales actuellement en cours dans le domaine de la démographie et de l'économie, il n'en reste pas moins que ces transformations ont des implications en termes de croissance et de structure urbaines. Ce sont ces implications que nous nous proposons de discuter dans ce bref article.

1. L'IMPACT URBAIN DU VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Toutes les sociétés dites développées sont nécessairement des populations vieillissantes. Une baisse de longue période de la fécondité implique par définition un vieillissement de la population, et cela d'autant plus que cette fécondité reste durablement en dessous du seuil de renouvellement (2,1 enfants par femme), comme cela est le cas dans la plupart de ces sociétés. À cet égard il faut accepter que le *baby boom* représente un accident historique, et que vouloir maintenir la structure par âge héritée de ce *baby boom* impliquerait des niveaux de fécondité de plus en plus élevés (pour compenser la croissance des pourcentages de personnes âgées, due à la baisse de la mortalité).

Mais le vieillissement de la structure par âge d'une population n'est pas un processus spatialement uniforme : si toutes les populations vieillissent, dans certaines régions la population vieillit moins vite que dans d'autres. Plus précisément, les grandes régions métropolitaines connaissent un vieillissement nettement moins rapide que les autres régions. Elles continuent en effet à bénéficier de l'exode rural (surtout de la part des jeunes adultes, qui en migrant transfèrent aussi des enfants à naître), elles reçoivent la grande majorité des immigrants internationaux (dont l'âge moyen est généralement moins élevé que celui de la population d'accueil), et elles connaissent (essentiellement grâce à la surfécondité de ces immigrants) une fécondité plus élevée. Qualitativement, c'est-à-dire en termes de structure, ce vieillissement spatialement différencié renforce donc la hiérarchie urbaine au profit des grandes régions métropolitaines. Or, dans la plupart des pays les plus industrialisés, le vieillissement démographique implique aussi, à plus ou

³ Sans doute pourrait-on parler de passage d'une économie basée sur le tertiaire (le secteur des « services ») vers une économie fondée sur le quaternaire (qui porte sur certains services particuliers, comme ceux liés aux « nouvelles » technologies de l'information et de la communication), mais dans la mesure où ce dernier secteur n'est en fin de compte qu'un sous-secteur du tertiaire, on peut s'interroger sur la pertinence d'une telle distinction.

moins long terme, le déclin des effectifs, dans la mesure où l'immigration internationale ne peut compenser pour le déficit des naissances. Dans ce cas, le vieillissement a également une conséquence sur la hiérarchie urbaine en termes quantitatifs, le déclin des effectifs étant plus lent, éventuellement évité, dans les grandes régions métropolitaines. Le vieillissement démographique d'un pays conduit donc à un renforcement du sommet de la hiérarchie urbaine, à la fois en termes d'effectifs et en termes de structure par âge.

Ce vieillissement démographique a des implications non seulement en ce qui concerne le poids respectif des régions à l'intérieur du système urbain, mais il a également des conséquences en ce qui concerne la structure des régions urbaines elles-mêmes. Plus précisément, le vieillissement de la structure par âge a pour effet de renforcer le noyau central des régions urbaines, et cela suite à la conjonction de deux processus. D'une part, le vieillissement de la population résidant dans le centre-ville signifie que moins de jeunes ménages quitteront ce dernier pour aller s'établir à la périphérie, d'autre part, le vieillissement de la population résidant en périphérie urbaine implique que dans cette dernière région il y aura de plus en plus de « nids vides », de couples âgés désormais sans enfants, donc de personnes pour lesquelles la proximité des services de santé, des services de loisirs, etc., est importante, et qui seront portées à s'établir (à retourner) au centre-ville. On sait que la mobilité territoriale est très fortement liée à l'âge : le seul vieillissement de la population, même en l'absence de modifications dans les taux de migration par âge, entraîne nécessairement une diminution de l'étalement urbain⁴.

Ainsi, non seulement le vieillissement démographique renforce-t-il le sommet de la hiérarchie urbaine, mais en outre il renforce le noyau central des régions urbaines qui sont au sommet.

2. L'IMPACT URBAIN DE L'IMMIGRATION INTERNATIONALE

Nous venons de mentionner, dans la section précédente, les effets induits (essentiellement l'accroissement naturel) de l'immigration internationale sur le processus de vieillissement, et par ce biais, sur la hiérarchie et la structure urbaines. Il est évident que cette immigration exerce également un effet direct, immédiat. Il est en effet bien connu que, dans tous les pays

⁴ Par exemple, dans le cas de la région métropolitaine de Montréal, nous avons pu estimer que le seul vieillissement de la structure par âge, donc à taux de migration intramétropolitaine constants, avait pour effet de réduire de moitié l'étalement urbain autour de l'île de Montréal (l'actuelle Ville de Montréal) sur une période de vingt ans. Les résultats du dernier recensement (2001) ont montré qu'apparemment l'évolution a été plus rapide que prévu, puisque, entre 1996 et 2001, l'étalement urbain s'est quasiment arrêté, ce qui implique que, non seulement le vieillissement démographique a eu pour effet de réduire les sorties du centre et d'augmenter les entrées en provenance de la périphérie, mais que, en outre, les comportements (exprimés par les taux de migration par âge) ont changé (au profit du centre, qui attire plus et repousse moins, à âge donné).

d'immigration, les immigrants internationaux ont tendance à se concentrer dans les grandes régions métropolitaines, et que dans celles-ci, ils s'établissent surtout dans le noyau central. Deux facteurs peuvent expliquer cette concentration : un facteur de proximité par rapport au marché du travail (en s'établissant au centre des grandes régions métropolitaines, les immigrants se retrouvent en fait au centre de gravité du marché du travail) et un facteur de proximité par rapport à leurs semblables (en matière de migration internationale, le réseau des parents et amis est fondamental aussi bien pour la décision migratoire elle-même que pour l'intégration dans la société d'accueil).

Ce deuxième facteur implique donc l'existence d'un processus démographique cumulatif au profit des zones centrales des grandes régions métropolitaines, les immigrants des cohortes antérieures attirant les immigrants des cohortes récentes. À côté de ce processus démographique cumulatif, il *peut* aussi y avoir, dans certains cas, un processus cumulatif en termes économiques. En effet, si toutes les études théoriques aussi bien que les études empiriques montrent que les effets économiques de l'immigration internationale sont nuls au niveau national (contrairement au postulat plus ou moins explicite de la plupart des politiques d'immigration, qui considèrent que l'immigration est nécessairement favorable à la croissance du « bien-être » de la population du pays d'accueil), une telle conclusion n'est sans doute pas vraie pour les régions où se concentrent les immigrants. Si l'effet national est nul, cela est dû à un biais spatial : en ne considérant, comme le font la quasi-totalité des études, que les conséquences économiques pour l'ensemble du pays d'immigration, on dilue les effets que peut exercer cette immigration. Celle-ci est essentiellement un phénomène local, qui concerne un nombre limité de grandes régions métropolitaines, et c'est à ce niveau qu'il importe d'en analyser les conséquences.

Or, les très rares études qui ont tenté de dégager les conséquences de l'immigration internationale sur l'économie des régions d'accueil où se concentrent les immigrants, montrent que ces conséquences peuvent varier considérablement d'une région à l'autre, en fonction essentiellement de la structure économique de la région et du profil (par âge, niveau de scolarité, profession, etc.) des immigrants. Par exemple, dans une étude portant sur les États-Unis, CLARK (1998) a observé que si, au niveau de l'ensemble du pays, les différences de revenu et de chômage des immigrants et des natifs ne sont pas très importantes, par contre les disparités régionales sont importantes, même après standardisation (pour tenir compte des différences régionales dans le profil par âge et scolarité des immigrants et des natifs). Plus précisément, dans la plupart des régions métropolitaines du Nord des États-Unis, la performance économique des immigrants est nettement supérieure à celle des natifs, l'inverse étant vrai dans les régions métropolitaines du Sud.

Un tel résultat signifie que, dans certaines régions, on peut se trouver devant un processus cumulatif à la fois de croissance économique et de croissance

démographique dû à l'immigration, l'arrivée des immigrants y engendrant une croissance économique qui attire de nouveaux immigrants, etc. Après tout, c'est essentiellement ce type de processus cumulatif qui a caractérisé la croissance passée des grandes régions métropolitaines de la plupart des pays industrialisés, la migration internationale ayant pris dans certains d'entre eux le relais de l'exode rural⁵.

On peut donc conclure que, par ses effets démographiques à la fois directs (l'accroissement immédiat des effectifs) et induits (l'accroissement naturel des immigrants et leur structure par âge plus jeune), l'immigration internationale renforce directement la hiérarchie urbaine et la zone centrale des grandes régions métropolitaines d'accueil, et que par ses effets économiques, elle peut, dans certains cas, dépendamment de la structure économique de la région et de la structure du flux d'immigration, conduire à un processus cumulatif de croissance économique et démographique, renforçant encore plus la hiérarchie urbaine et le centre de certaines régions métropolitaines. Et comme, suite à la sous-fécondité chronique des populations d'accueil et au passage des enfants du *baby-boom* hors des âges reproductifs, le déficit des naissances sur les décès ne peut que croître, il y a lieu de croire que l'immigration internationale continuera elle aussi à croître, pour compenser, au moins partiellement, le déficit des naissances. La tendance de long terme est donc bien celle d'un renforcement de la hiérarchie urbaine causé par l'immigration internationale.

3. L'IMPACT URBAIN DE LA MONDIALISATION

Dans la section précédente, nous n'avons considéré la migration internationale que du seul point de vue démographique, en tant que complément à (ou substitut de) l'accroissement naturel. Les flux migratoires internationaux font cependant également partie d'un processus beaucoup plus général, à savoir la mondialisation. Comme nous l'avons déjà souligné, la mondialisation fait partie de l'histoire de l'humanité.

Si l'on se limite à l'histoire économique des deux derniers siècles et aux seuls pays de l'OCDE, on peut constater, avec WILLIAMSON (1996) des périodes de « mondialisation » intense, caractérisées par une croissance économique

⁵ Comme la hiérarchie urbaine est différente d'un pays à l'autre, l'effet de l'immigration internationale sur cette hiérarchie peut également varier. Le Québec, avec la moitié de sa population dans une seule (la seule...) grande région métropolitaine, représente déjà un des cas extrêmes en matière de hiérarchie urbaine. Mais les processus cumulatifs de croissance démographique et économique à Montréal, combinés au déclin actuel ou anticipé des autres régions (les régions périphériques qui continuent à se « vider », les autres régions métropolitaines - même celle de Québec - proches de la décroissance des effectifs), pourraient y conduire, à la limite, à un pays qui se résume à une grande région métropolitaine entourée d'un immense territoire de plus en plus vide. Historiquement, en termes de tendance séculaire, la hiérarchie urbaine du Québec est d'ailleurs caractérisée par un renforcement constant du sommet au détriment des autres régions.

rapide et la convergence internationale des disparités économiques entre les pays concernés, et des périodes de « déglobalisation » des relations économiques internationales (protectionnisme commercial, écroulement des marchés de capitaux, quotas d'immigration) caractérisées par une croissance économique lente et la divergence internationale des niveaux de vie. Cet auteur est d'ailleurs allé plus loin, en dégagant une relation causale entre mondialisation et convergence : selon WILLIAMSON, la mondialisation, sous la forme d'échanges commerciaux intenses et de migrations de masse, a été historiquement le facteur dominant de la convergence internationale des salaires réels entre les pays de l'OCDE. Dans une étude plus récente, WILLIAMSON (1997) ajoute une dimension supplémentaire qui est particulièrement pertinente en ce qui nous concerne : il observe que les périodes de mondialisation, de croissance économique rapide et de convergence internationale des revenus sont aussi des périodes de disparité interne croissante des revenus à l'intérieur des pays riches d'immigration et décroissante dans les pays pauvres d'émigration. Et il pousse son analyse causale plus loin, en spécifiant que, parmi les processus de mondialisation (commerce, migration, flux de capitaux), la migration internationale a été le facteur dominant non seulement de la convergence internationale, mais aussi des disparités à l'intérieur des pays d'immigration. Cette divergence interne a une dimension spatiale : comme nous l'avons remarqué dans la section précédente, certaines régions ne bénéficient en aucune manière de l'immigration internationale ou en pâttissent, d'autres connaissent grâce à cette immigration une croissance économique soutenue.

L'analyse historique de WILLIAMSON peut être rapprochée de celle de BERRY (1988), qui est, à notre connaissance, le premier auteur à avoir explicitement introduit la théorie des mouvements de longue période dans l'analyse des migrations. Le recours à la théorie des mouvements longs (encore appelés mouvements de KONDRATIEFF), mouvements qui recourent à bien des égards ceux dégagés par WILLIAMSON en termes de mondialisation, n'est pas nouveau en analyse économique, mais a parfois été considéré avec méfiance (SAMUELSON estimait que les mouvements longs sont de la science-fiction).

BERRY a étudié l'évolution du taux de croissance du PNB par habitant entre 1830 et 1980 aux Etats-Unis, et a comparé cette évolution avec celle du taux de croissance de la population urbaine due à la migration. Dans les deux cas, il observe des cycles de longue durée (environ 50 ans, 25 de hausse suivis de 25 de baisse), chaque « vague » de croissance économique produisant - avec parfois un décalage de cinq à dix ans - une vague de migration au profit des régions urbaines, et chaque « longue » période de baisse de l'activité économique étant associée à un déclin ou à un ralentissement du processus d'urbanisation, voire, comme dans les années 1930 et 1970, à une véritable désurbanisation.

Cette piste de la théorie des mouvements de longue période a été reprise par MERA (1988), mais cette fois dans le cadre explicite de la mondialisation. Cet

auteur souligne la nécessité de prendre en compte le rôle des facteurs institutionnels et celui du progrès technologique. Il observe que, historiquement, une vague de longue durée de libéralisation et de mondialisation a été suivie par une vague de centralisation, de contrôle croissant et d'autarcie, exactement le même type d'argument que celui développé par WILLIAMSON. Une période de libéralisation du commerce et des flux internationaux de capitaux et de main-d'œuvre, est aussi une période de moindre centralisation du système économique, ce qui implique le plus souvent une moindre intervention de l'État en matière d'investissements publics et de redistribution régionale des fonds publics, ce qui joue en général au détriment des petites régions urbaines et des régions non urbaines, périphériques, défavorisées. Cette libéralisation entraîne entre autres une internationalisation du secteur financier, ce qui bénéficie essentiellement aux grandes régions métropolitaines. En outre, cette internationalisation et cette mondialisation sont facilitées par les innovations technologiques. Les points de retournement à la hausse correspondent d'ailleurs souvent avec les phases de diffusion des innovations technologiques. Mais la croissance des inégalités internes associées à la mondialisation finit cependant, selon cette approche, par créer des pressions telles qu'un processus de « déglobalisation », c'est-à-dire de restrictions aux échanges commerciaux et aux mouvements internationaux de capitaux et de main-d'œuvre, est amorcé.

Les effets de la mondialisation ne se font donc pas sentir de façon uniforme sur un territoire national. Nous avons précédemment conclu que les mutations démographiques (vieillesse de la structure par âge et rôle croissant de l'immigration internationale) conduisent à un renforcement du sommet de la hiérarchie urbaine. On retrouve la même conclusion lorsqu'on considère une des caractéristiques fondamentales des mutations économiques actuellement en cours, à savoir la mondialisation qui, selon les auteurs discutés ici, accroît les disparités spatiales à l'intérieur des pays « riches », au profit des grandes régions métropolitaines de celles-ci.

4. L'IMPACT URBAIN DE LA DÉINDUSTRIALISATION

La phase actuelle de mondialisation est caractérisée par un processus de désindustrialisation, c'est-à-dire par le passage d'une économie basée sur l'industrie (le secteur dit « secondaire ») à une économie basée sur les services (le secteur dit « tertiaire »), et plus précisément, sur les services spécialisés intégrés à la production industrielle, notamment des activités de haut savoir, à forte densité de capital humain, comme la recherche et le développement, les services-conseil, faisant appel aux technologies de l'information et de la communication et pour lesquelles les relations personnelles et le « face-à-face » sont importants (POLÈSE, 1994).

Comme l'a souligné CHAMPION (2001), l'urbanisation n'est pas un processus uniforme et linéaire, mais est composée de plusieurs étapes, dont la dernière

est caractérisée par une croissance plus rapide des grandes régions métropolitaines, et plus particulièrement des zones centrales de ces régions. Cette phase, dite de « réurbanisation », a commencé au cours des années 1980 aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et est due essentiellement au besoin des services spécialisés (souvent des petites et moyennes entreprises) de se regrouper à proximité de leur marché (constitué par les producteurs principaux dont le marché est international). La nécessité de minimiser les risques (liés à la très grande volatilité de la demande pour ce type d'activité) contribue également au regroupement autour du centre de gravité des grandes régions métropolitaines. L'émergence des « villes globales » (*global cities*) de SASSEN (2001), nœuds centraux par où transitent les capitaux, les informations et la « matière grise », où se prennent les décisions et où s'exerce le contrôle des activités économiques, est une des expressions majeures de cette réurbanisation entraînée par la désindustrialisation de l'économie. Si l'urbanisation a été historiquement liée à l'industrialisation, il ne n'ensuit pas que la désindustrialisation entraînera la désurbanisation, bien au contraire.

5. L'IMPACT URBAIN DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Il y a toujours eu, depuis l'aube de l'humanité, des « nouvelles » technologies. Celles-ci ont permis à l'être humain de se disperser sur le territoire (de se mondialiser, dirait-on aujourd'hui) et d'humaniser l'espace (de transformer économiquement et démographiquement cet espace, c'est-à-dire de produire des « mutations », dans le langage actuel), tout comme cette dispersion-mondialisation et cette transformation-mutation poussaient à l'apparition et à la diffusion de nouvelles technologies. Ce qui caractérise l'époque actuelle est, en premier lieu, la multiplicité des innovations technologiques et la rapidité avec laquelle ces nouvelles technologies apparaissent et se diffusent, et en deuxième lieu l'importance croissante des nouvelles technologies en matière d'information et de communication.

Ces nouvelles technologies ne sont plus « inventées » par un chercheur isolé, mais par des équipes de chercheurs très qualifiés pour lesquels, dans la recherche comme dans la vie extra-professionnelle, les « face-à-face » (entre autres avec d'autres équipes) et les activités culturelles sont très importantes. L'invention technologique requiert de plus en plus la proximité d'« *amenities* », de biens non matériels que seules les grandes régions métropolitaines peuvent offrir. Mais encore faut-il, pour qu'une invention devienne une innovation, qu'elle soit diffusée. À cet égard également, les grandes régions métropolitaines détiennent des avantages comparatifs, puisqu'elles offrent un marché suffisamment étendu pour permettre de tester à moindre coût l'innovation, pour ensuite la diffuser, et cela en minimisant les risques. Les inventions comme le téléphone, la télévision, ensuite le câble (pour la télévision) demandent, pour être diffusées rapidement, à faible coût, une forte densité de population. Tout comme au XIXe siècle l'invention « égout » a

commencé par être diffusée dans les grandes villes (il ne s'agissait d'ailleurs pas vraiment d'une invention, puisque Ninive et Rome, des très grandes villes précisément, avaient déjà des égouts souterrains).

Les mêmes avantages comparatifs, liés à la fois à la qualité de la main-d'œuvre et à l'étendue du marché, jouent d'ailleurs en faveur des grandes régions métropolitaines lorsqu'il s'agit d'innovations culturelles. Pour que puisse se développer un théâtre d'avant-garde de qualité, ou encore s'affirmer et s'épanouir une nouvelle tendance en matière de cinéma, de danse, de peinture, il faut des dizaines, voire des centaines d'« essais » concurrents, ce qui implique des dizaines, voire des centaines de salles de théâtre, de galeries de peinture, etc. Seules les très grandes régions métropolitaines peuvent offrir un marché qui permette cette multiplicité et cette diversité.

Les très grandes régions métropolitaines ne constituent donc pas seulement un terrain plus fertile pour « inventer » et pour « innover », mais en outre elles bénéficient plus rapidement et plus largement de ces innovations. Une telle affirmation ne reflète en réalité qu'un des principes fondamentaux de la théorie économique spatiale. En effet, puisque la concurrence et le marché sont les « moteurs » de la production, qu'il s'agisse de la production de biens et services traditionnels ou de la production du bien « innovation technologique », il importe de maximiser le rôle de cette concurrence et de ce marché, ce qui implique la minimisation de la friction spatiale. La concurrence parfaite n'existe pas, à cause (entre autres) de cette friction spatiale, à cause des coûts de la distance. Les très grandes régions métropolitaines ont précisément pour fonction de maximiser la concurrence en minimisant ces coûts : elles favorisent la concurrence à la fois en favorisant la proximité entre producteurs d'un même bien (en l'occurrence le bien « innovation technologique ») et en favorisant la proximité du vaste marché dont ceux-ci ont besoin (marché qui, parce que ces grandes régions sont plus aisément connectées au « reste du monde », est aussi le marché « mondial »).

CONCLUSION

Ce bref examen des diverses mutations démographiques et économiques que vivent actuellement nos sociétés nous amène à conclure que les profondes transformations en cours (transformations qui à bien des égards n'en sont qu'à leurs débuts), conduisent toutes à renforcer les grandes régions métropolitaines qui sont au sommet de la hiérarchie urbaine des pays les plus industrialisés, et à renforcer les zones centrales à l'intérieur de ces régions. Bien sûr, cet impact ne se manifesterà pas avec la même intensité dans toutes les grandes régions métropolitaines de tous les pays développés. Dans le cadre étroit de ces quelques pages, nous ne pouvons qu'esquisser une tendance générale, dont il ressort que les villes sont loin d'avoir achevé leur transition. La transition urbaine ne sera jamais achevée, parce que la ville est le lieu même de la transition, elle est transition.

BIBLIOGRAPHIE

- BERRY B.J.L. (1988) Migration Reversals in Perspective: The Long-Wave Evidence. **International Regional Science Review**, 11(3), pp. 245-251.
- CHAMPION T. (2001) Urbanization, Suburbanization, Counterurbanization and Reurbanization. In R. PADDISON (Ed.), **Handbook of Urban Studies**. Thousand Oaks, Sage Publications, pp. 143-161.
- CLARK W.A.V. (1998) Mass Migration and Local Outcomes: Is International Migration Creating a New Urban Underclass? **Urban Studies**, 35(3), pp. 371-383.
- COHEN B. (2003) **Cities Transformed: Demographic Changes and Its Implications in the Developing World**. Washington D.C., National Academy Press, 506 p.
- MERA K. (1988) The Emergence of Migration Cycles? **International Regional Science Review**, 11(3), pp. 269-275.
- POLÈSE M. (1994) **Économie urbaine et régionale. Logique spatiale des mutations économiques**. Paris, Economica.
- SASSEN S. (2001) Cities in the Global Economy. In R. PADDISON (Ed.), **Handbook of Urban Studies**. Thousand Oaks, Sage Publications, pp. 256-272.
- WILLIAMSON J.G. (1996) Globalization, Convergence and History. **Journal of Economic History**, 56, pp. 277-306.
- WILLIAMSON J.G. (1997) Globalization and Inequality: Past and Present. **World Bank Research Observer**, 12(2), pp. 117-135.